

# SEANCE DU 19 OCTOBRE 2017

## COMPTE RENDU DU PROCÈS VERBAL

*Membres en  
exercice : 11*

*Corum : 6*

*Présents : 6*

*Absents : 5*

*Pouvoirs : 1*

*Votants : 7*

L'an deux mil dix-sept, dix-neuf octobre à 20 heures 15, les membres du Conseil Municipal de la commune d'Amécourt, légalement convoqués le treize octobre deux mille dix-sept, se sont réunis à la Mairie d'Amécourt, en séance publique sous la présidence de Monsieur Alain BÉAL, Maire,

### Etaient présents :

BÉAL Alain  
DE GROOTE Christian  
DESCHARLES Arnaud  
DOYEN Cyril  
DRIEUX Xavier  
VINCENT Pascal

### Absents Excusés :

GERMOND Gwendolyn  
TAUPELET Roger (*Pouvoir Ch. De Groote*)

### Absents :

BLANQUET Jean-Marie  
DENEL Delphine  
DOLÉ Guillaume

### Secrétaire de séance :

KAUFFER Karine

## Sommaire de la séance du 19 octobre 2017 :

- 1 - Approbation du CR du 12 avril 2017
- 2 - Communauté de Communes du Vexin Normand :
  - Modifications des statuts (2017143 & 2017186)
  - Adhésion communes nouvelles
  - CLECT
- 3 - Rembt Transports Scolaire : Primaire 2017-2018
- 4 - Projet d'éoliennes à Sérifontaine-Flavacourt-Eragny/Epte
- 5 - Adhésion aux associations
- 6 - Subventions exceptionnelles
- 7 - Abords de la chapelle, modification du PLU
- 8 - Voirie - Programmation 2018
- 9 - Point financier
- 10 - Travaux mairie/Salle des fêtes
- 11 - Projet de Lieu de vie intergénérationnel  
sur les parcelles communales -
- 12 - Sygom : Règlement de collecte
- 13 - Chemins ruraux
- 14 - Acquisition véhicule
- 15 - Médecine du travail
- 16 - Gestion du cimetière
- 17 - Point travaux SAEP
- 18 - Point secrétariat mutualisé
- 19 - Point commissions
- 20 - Questions diverses
  - Infraction d'urbanisme

### Délibérations n° :

- |         |                                                      |
|---------|------------------------------------------------------|
| 22/2017 | Cdc: Modification des statuts (2017143)              |
| 23/2017 | Cdc: Adhésion commune nouvelle BEZU LA FORET         |
| 24/2017 | Cdc: Adhésion commune nouvelle BOURY EN VEXIN        |
| 25/2017 | Cdc: Adhésion commune nouvelle CHATEAU SUR EPTE      |
| 26/2017 | Cdc: Adhésion commune nouvelle COURCELLES LES GISORS |
| 27/2017 | Cdc: Adhésion commune nouvelle MARTAGNY              |
| 28/2017 | Cdc: Gouvernance                                     |
| 29/2017 | Cdc: Modification des statuts (2017186)              |
| 30/2017 | Cdc: CLECT                                           |
| 31/2017 | Remboursement transport scolaire primaire 2017       |
| 32/2017 | Projet Eolien « Les Chenots »                        |
| 33/2017 | Subventions aux associations                         |
| 34/2017 | Subvention exceptionnelle Delagrainge                |
| 35/2017 | Subvention exceptionnelle Girardin                   |
| 36/2017 | Abord de la Chapelle                                 |
| 37/2017 | Cdc: Voirie - Programmation 2018                     |
| 38/2017 | Décision Modificatif                                 |
| 39/2017 | Décision Modificative 2                              |
| 40/2017 | Projet étude intergénérationnel                      |
| 41/2017 | Bornage judiciaire - chemins ruraux                  |
| 42/2017 | Acquisition véhicule                                 |
| 43/2017 | Rythmes scolaires                                    |

## 1 -APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 12 AVRIL 2017

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du compte rendu du 12 avril 2017

APPROUVE à l'unanimité ledit compte rendu.

## 2- CDC VEXIN NORMAND

### a) Modification des statuts (2017143)

Vu l'Arrêté préfectoral DRCL/BCLI/2016-121 du 16 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes du Vexin Normand ;

Considérant la volonté et la demande des élus, de voir la Communauté de communes du Vexin Normand se doter d'une compétence afférente à une OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) d'envergure communautaire, qui permettrait dans un premier temps d'étudier les besoins des particuliers du territoire (façade, énergie, accessibilité..) et dans un second temps, de leur proposer des travaux d'amélioration (travaux faits en direct par les particuliers sans maîtrise d'ouvrage communautaire) avec à la clé des subventions du Département et de l'ANAH (en moyenne entre 60 à 70 % - cf présentation d'une OPAH en annexe) ;

Considérant que pour ce faire, il est nécessaire de prendre une compétence selon les mécanismes suivants :

- Prise de la compétence « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées » ;
- Validation des 36 communes membres à la majorité qualifiée ;
- Attente de l'arrêté préfectoral validant cette modification statutaire ;

- Définition en conseil communautaire en octobre 2017 de l'intérêt communautaire de cette compétence en visant une OPAH d'envergure communautaire ;

*Vu l'article L5211-17 du CGCT stipulant que « les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice. Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable ».*

*Vu l'article L5214-23-1 du CGCT fixant que : « Les Communautés de communes faisant application des dispositions de [l'article 1609 nonies C](#) du code général des impôts .... sont éligibles à la dotation prévue au quatrième alinéa du II de l'article L. 5211-29 lorsqu'elles exercent au moins neuf des douze groupes de compétences suivants :*

*1° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article [L. 4251-17](#) ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;*

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; à compter du 1er janvier 2018, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ; zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;

2° bis Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article [L. 211-7](#) du code de l'environnement ;

3° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;

4° Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

4° bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

6° En matière de développement et d'aménagement sportif de l'espace communautaire : construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire.

7° En matière d'assainissement : l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif ;

8° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

9° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° [2000-321](#) du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

10° Eau.

L'éligibilité à la dotation précitée est constatée à la date à laquelle la communauté de communes remplit l'ensemble des conditions requises, par arrêté du représentant de l'Etat dans le département lorsque les communes font partie du même département ou par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés dans le cas contraire ».

Vu l'article L5211-5 « ...La création de l'établissement public de coopération intercommunale peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes intéressées sur l'arrêté dressant la liste des communes. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre :

1° Pour la création d'un syndicat ou d'une communauté de communes, les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée ;

2° Pour la création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine, le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante ».

Vu la délibération n°2017141 en date du 29 juin approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la modification statutaire telle que présentée, en y ajoutant une compétence optionnelle « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées » ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

Délibération 22/2017

## b) Cdc : Adhésion communes nouvelles

### a. BEZU-LA-FORET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-18 stipulant que *« le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles :*

*1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

*2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;*

*3° Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe*

délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.

*Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande ».*

Vu l'article L.5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la procédure dérogatoire de retrait et d'adhésion d'une commune à une autre Communauté de communes, évitant de solliciter l'avis de la Communauté de communes étant quittée (procédure non applicable pour le retrait d'une Communauté d'agglomération), pouvant être synthétisée de la façon suivante :

- Demande de la commune par délibération communale pour sortir et adhérer à un autre EPCI ;
- Délibération du Conseil de la Communauté de communes d'accueil (à la majorité simple) et avis des communes membres à la majorité qualifiée ;
- Consultation de la CDCI (la CDCI sera amenée à formuler deux avis : un avis en formation restreinte pour le retrait de la commune et un avis en formation plénière pour l'extension du périmètre de la Communauté de communes) ;
- Accord du Préfet pour prononcer le retrait et l'adhésion de la commune si le Conseil de la Communauté de communes d'accueil a donné son accord.

Considérant la volonté de la commune de Bézu-la-Forêt de se retirer de la Communauté de communes de Lyons Andelle afin d'intégrer la Communauté de communes du Vexin Normand, selon les termes de leur délibération communale du 3 février 2017 ;

Vu la délibération communautaire n°2017126 du 18 mai 2017, ayant donné un avis favorable pour lancer une étude juridique pour faire adhérer éventuellement 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles-lès-Gisors, Boury-en-Vexin, Château-sur-Epte) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Communauté de communes au Vexin-Normand ;



Vu la décision n°2017048 de la Présidente en date du 23 mai 2017, ayant attribué le marché OIMP2017 à Calia Conseils afin de réaliser l'étude juridique d'opportunité d'extension à ces 5 nouvelles communes ;

Vu les éléments d'études rendus par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant que pour la commune de Bézu-la-Forêt, il s'agit d'un projet réfléchi et mesuré qui est mené dans le souci de répondre aux attentes de sa population en rejoignant une Communauté de communes qui est perçue comme son bassin de vie ;

Vu la délibération n°2017165 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DONNE un avis favorable à l'adhésion de la commune de Bézu-la-Forêt à la Communauté de communes du Vexin Normand au 1er janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

Délibération 23/2017

## b. BOURY-EN-VEXIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-18 stipulant que *« le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles :*

*1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

*2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;*

3° Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.

*Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande ».*

Vu l'article L.5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la procédure dérogatoire de retrait et d'adhésion d'une commune à une autre Communauté de communes, évitant de solliciter l'avis de la Communauté de communes étant quittée (procédure non applicable pour le retrait d'une Communauté d'agglomération), pouvant être synthétisée de la façon suivante :

- Demande de la commune par délibération communale pour sortir et adhérer à un autre EPCI ;
- Délibération du Conseil de la Communauté de communes d'accueil (à la majorité simple) et avis des communes membres à la majorité qualifiée ;
- Consultations des 2 CDCl (Oise et Eure) et Accords des 2 Préfets pour prononcer le retrait et l'adhésion de la commune si le Conseil de la Communauté de communes d'accueil a donné son accord.

Considérant la volonté de la commune de Boury-en-Vexin de se retirer de la Communauté de communes Vexin-Thelle afin d'intégrer la Communauté de communes du Vexin Normand, selon les termes de leur délibération communale du 30 août 2017 ;

Vu la délibération communautaire n°2017126 du 18 mai 2017, ayant donné un avis favorable pour lancer une étude juridique pour faire adhérer éventuellement 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles-lès-Gisors, Boury-en-Vexin, Château-sur-Epte) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Communauté de communes au Vexin-Normand ;

Vu la décision n°2017048 de la Présidente en date du 23 mai 2017, ayant attribué le marché OIMP2017 à Calia Conseils afin de réaliser l'étude juridique d'opportunité d'extension à ces 5 nouvelles communes ;

Vu les éléments d'études rendus par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant que pour la commune de Boury-en-Vexin, il s'agit d'un projet réfléchi et mesuré qui est mené dans le souci de répondre aux attentes de sa population en rejoignant une Communauté de communes qui est perçue comme son bassin de vie ;

Vu la délibération n°2017167 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DONNE un avis favorable à l'adhésion de la commune de Boury-en-Vexin à la Communauté de communes du Vexin Normand au 1er janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

*Délibération 24/2017*

### c. CHATEAU-SUR-EPTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-18 et L.5211-19 précisant les mécanismes de retrait et d'adhésion d'une commune à un autre EPCI ;

Considérant que la procédure de retrait dérogatoire (telle qu'appliquée pour les 4 autres communes qui souhaitent rejoindre la Communauté de communes du Vexin-Normand) n'est pas applicable pour la sortie d'une Communauté d'agglomération ;

Considérant la volonté de la commune de Château sur Epte de se retirer de Seine Normandie Agglomération afin d'intégrer la Communauté de communes du Vexin Normand, selon les termes de leur délibération communale du 24 février 2017 ;

Vu la délibération de Seine Normandie Agglomération favorable à cette sortie en date du 29 juin 2017 ;

Vu la délibération communautaire n°2017126 du 18 mai 2017, ayant donné un avis favorable pour lancer une étude juridique pour faire adhérer éventuellement 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles-lès-Gisors, Boury-en-Vexin, Château-sur-Epte) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Communauté de communes au Vexin-Normand ;

Vu la décision n°2017048 de la Présidente en date du 23 mai 2017, ayant attribué le marché OIMP2017 à Calia Conseils afin de réaliser l'étude juridique d'opportunité d'extension à ces 5 nouvelles communes ;

Vu les éléments d'études rendus par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant que pour la commune de Château sur Epte, il s'agit d'un projet réfléchi et mesuré qui est mené dans le souci de répondre aux attentes de sa population en rejoignant une Communauté de communes qui est perçue comme son bassin de vie ;

Vu la délibération n°2017169 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DONNE un avis favorable à l'adhésion de la commune de Château-sur-Epte à la Communauté de communes du Vexin Normand au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

Délibération 25/2017

#### d. COURCELLES-LES-GISORS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-18 stipulant que *« le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles :*

*1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors*

*subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

*2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;*

*3° Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.*

*Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande ».*

Vu l'article L.5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la procédure dérogatoire de retrait et d'adhésion d'une commune à une autre Communauté de communes, évitant de solliciter l'avis de la Communauté de communes étant quittée (procédure non applicable pour le retrait d'une Communauté d'agglomération), pouvant être synthétisée de la façon suivante :

- Demande de la commune par délibération communale pour sortir et adhérer à un autre EPCI ;
- Délibération du Conseil de la Communauté de communes d'accueil (à la majorité simple) et avis des communes membres à la majorité qualifiée ;
- Consultations des 2 CDCI (Oise et Eure) et Accords des 2 Préfets pour prononcer le retrait et l'adhésion de la commune si le Conseil de la Communauté de communes d'accueil a donné son accord.

Considérant la volonté de la commune de Courcelles-lès-Gisors de se retirer de la Communauté de communes Vexin-Thelle afin d'intégrer la Communauté de communes du Vexin Normand, selon les termes de leur délibération communale du 28 juillet 2017 ;

Vu la délibération communautaire n°2017126 du 18 mai 2017, ayant donné un avis favorable pour lancer une étude juridique pour faire adhérer éventuellement 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles-lès-Gisors, Boury-en-Vexin, Château-sur-Epte) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Communauté de communes au Vexin-Normand ;

Vu la décision n°2017048 de la Présidente en date du 23 mai 2017, ayant attribué le marché OIMP2017 à Calia Conseils afin de réaliser l'étude juridique d'opportunité d'extension à ces 5 nouvelles communes ;

Vu les éléments d'études rendus par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant que pour la commune de Courcelles-lès-Gisors, il s'agit d'un projet réfléchi et mesuré qui est mené dans le souci de répondre aux attentes de sa population en rejoignant une Communauté de communes qui est perçue comme son bassin de vie ;

Vu la délibération n°2017168 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DONNE un avis favorable à l'adhésion de la commune de Courcelles-lès-Gisors à la Communauté de communes du Vexin Normand au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

Délibération 26/2017

#### e. MARTAGNY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-18 stipulant que *« le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles :*

*1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;

3° Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.

Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande ».

Vu l'article L.5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la procédure dérogatoire de retrait et d'adhésion d'une commune à une autre Communauté de communes, évitant de solliciter l'avis de la Communauté de communes étant quittée (procédure non applicable pour le retrait d'une Communauté d'agglomération), pouvant être synthétisée de la façon suivante :

- Demande de la commune par délibération communale pour sortir et adhérer à un autre EPCI ;
- Délibération du Conseil de la Communauté de communes d'accueil (à la majorité simple) et avis des communes membres à la majorité qualifiée ;
- Consultation de la CDCI (CDCI restreinte de la Seine-Maritime et CDCI plénière de l'Eure
- Accord de la Préfète de la Seine-Maritime et du Préfet de l'Eure (si le Conseil de la Communauté de communes d'accueil a donné son accord).

Considérant la volonté de la commune de Martagny de se retirer de la Communauté de communes des 4 Rivières (autour de Gournay-en-Bray) afin d'intégrer la Communauté de communes du Vexin Normand, selon les termes de leur délibération communale du 3 mars 2017 ;

Vu la délibération communautaire n°2017126 du 18 mai 2017, ayant donné un avis favorable pour lancer une étude juridique pour faire adhérer éventuellement 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles les Gisors, Boury en Vexin, Château sur Epte) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Communauté de communes au Vexin-Normand ;

Vu la décision n°2017048 de la Présidente en date du 23 mai 2017, ayant attribué le marché OIMP2017 à Calia Conseils afin de réaliser l'étude juridique d'opportunité d'extension à ces 5 nouvelles communes ;

Vu les éléments d'études rendus par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant que pour la commune de Martagny, il s'agit d'un projet réfléchi et mesuré qui est mené dans le souci de répondre aux attentes de sa population en rejoignant une Communauté de communes qui est perçue comme son bassin de vie ;

Vu la délibération n°2017166 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DONNE un avis favorable à l'adhésion de la commune de Martagny à la Communauté de communes du Vexin Normand au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

*Délibération 27/2017*

## f. GOUVERNANCE

### REPRESENTATION ET GOUVERNANCE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES EN CAS D'ADHESION DE 5 NOUVELLES COMMUNES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-18, L 5211-19, L.5214-26 ;

Considérant la volonté de 5 nouvelles communes (Bézu-la-Forêt, Martagny, Courcelles-lès-Gisors, Boury en Vexin, Château sur Epte) de rejoindre au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Communauté de communes du Vexin-Normand ;



Considérant que ces adhésions potentielles nécessitent de faire acter la future gouvernance du Conseil communautaire et de faire délibérer les 36 communes membres ;

Vu les éléments d'études rendus (jointes en annexe de la délibération) par la Cabinet d'études Calia Conseils sur ce point ;

Considérant pour rappel, la gouvernance actuelle depuis le 1er janvier 2017, à savoir :

- 66 sièges attribués pour les 36 communes selon la répartition suivante :
  - 1 siège pour 32 communes
  - 2 sièges pour Neaufles Saint Martin
  - 3 sièges pour Bézu Saint Eloi
  - 7 sièges pour Etrépagny
  - 22 sièges pour Gisors

Considérant que la future gouvernance avec l'arrivée de 5 nouvelles communes peut s'établir selon 2 dispositifs :

- Droit commun avec 70 sièges répartis pour les 41 communes de la façon suivante :
  - 1 siège pour 37 communes
  - 2 sièges pour Neaufles Saint Martin (identique)
  - 2 sièges pour Bézu Saint Eloi (- 1 siège par rapport à l'actuelle représentation)
  - 7 sièges pour Etrépagny (identique)
  - 22 sièges pour Gisors (identique)
- Accord local trouvé avec 64 sièges répartis pour les 41 communes de la façon suivante :
  - 1 siège pour 37 communes
  - 1 siège pour Neaufles Saint Martin (- 1 par rapport à l'actuelle représentation)
  - 2 sièges pour Bézu Saint Eloi (- 1 siège par rapport à l'actuelle représentation)
  - 6 sièges pour Etrépagny (- 1 siège par rapport à l'actuelle représentation)
  - 18 sièges pour Gisors (- 4 sièges par rapport à l'actuelle représentation)

Vu la synthèse suivante pouvant être établie sur la future gouvernance ;

## SIEGES

### Nature juridique de la communauté

Communauté de communes, Communauté d'agglomération  
CdC du Vexin Normand

### SYNTHESE

Population EPCI	32 863
Nombre de sièges	
- droit commun (II à V du L5211-6-1)	70
- initial (uniquement II à IV du L5211-6-1)	64
- maximal	80
- en cours	0
Reste à répartir	80

Insérer les communes avec leur population municipale, par ordre décroissant de population

Nom de la commune	Population municipale	Répartition de droit commun (au titre des II à V du L. 5211-6-1)	Nombre sièges pris en compte pour l'accord local (au titre uniquement des II à IV du L. 5211-6-1)	P=proportionnel / F="forcé à 1"	Ratio Initial
Gisors	11369	22	18	P	81%
Étrépigny	3911	7	6	P	79%
Bézu-Saint-Éloi	1479	2	2	P	69%
Neaufles-Saint-Martin	1195	2	1	P	43%
Courcelles les Gisors	838	1	1	P	61%
Bazincourt-sur-Epte	757	1	1	P	68%
Vesly	678	1	1	P	76%
Heudicourt	641	1	1	P	80%
Morgny	629	1	1	P	82%
Château-sur-Epte	615	1	1	P	83%
Longchamps	610	1	1	P	84%
Puchay	593	1	1	F	87%
Dangu	590	1	1	F	87%
Hébécourt	579	1	1	F	89%
Saussay-la-Campagne	510	1	1	F	101%
Saint-Denis-le-Ferment	498	1	1	F	103%
Le Thil	485	1	1	F	106%
Les Thilliers-en-Vexin	469	1	1	F	109%
Hacqueville	450	1	1	F	114%
Mainneville	408	1	1	F	126%
Authenvernes	382	1	1	F	134%
Chauvincourt-Provemont	355	1	1	F	145%
Farceaux	342	1	1	F	150%
La Neuve-Grange	342	1	1	F	150%
Boury en Vexin	337	1	1	F	152%
Nojeon-en-Vexin	336	1	1	F	153%
Gamaches-en-Vexin	316	1	1	F	162%
Villers-en-Vexin	307	1	1	F	167%
Doudeauville-en-Vexin	305	1	1	F	168%
Bernouville	301	1	1	F	171%
Bézu-la-Forêt	285	1	1	F	180%
Richeville	278	1	1	F	185%
Noyers	267	1	1	F	192%
Sainte-Marie-de-Vatimesnil	252	1	1	F	204%
Coudray	217	1	1	F	237%
Mouflaines	174	1	1	F	295%
Guerny	171	1	1	F	300%
Amécourt	170	1	1	F	302%
Sancourt	159	1	1	F	323%
Martagny	141	1	1	F	364%
Mesnil-sous-Vienne	122	1	1	F	421%

Vu la délibération n°2017170 en date du 4 septembre 2017 approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE De retenir la répartition de droit commun (70 sièges) dans le cadre de la gouvernance du futur EPCI avec l'arrivée potentielle de 5 nouvelles communes

RAPPELLE à cet effet la répartition des sièges par commune selon le tableau JOINT ci-après :

SIEGES	
<b>Nature juridique de la communauté</b> Communauté de communes, Communauté d'agglomération CdC du Vexin Normand	<b>SYNTHESE</b> Population EPCI 32 863 Nombre de sièges - droit commun (II à V du L.5211-6-1) 70 - initial (uniquement II à IV du L.5211-6-1) 64 - maximal 80 - en cours 0 Reste à répartir 80
Insérer les communes avec leur population municipale, par ordre décroissant de population	
Nom de la commune	Population municipale
Gisors	11369
Étrépagny	3911
Bézu-Saint-Éloi	1479
Neufles-Saint-Martin	1195
Courcelles les Gisors	838
Bazincourt-sur-Epte	757
Vesly	678
Heudicourt	641
Morgny	629
Château-sur-Epte	615
Longchamps	610
Puchay	593
Dangu	590
Hébécourt	579
Saussay-la-Campagne	510
Saint-Denis-le-Ferment	498
Le Thil	485
Les Thilliers-en-Vexin	469
Hacqueville	450
Mainneville	408
Authevernes	382
Chauvincourt-Provemont	355
Farceaux	342
La Neuve-Grange	342
Boury en Vexin	337
Nojeon-en-Vexin	336
Gamaches-en-Vexin	316
Villers-en-Vexin	307
Doudeauville-en-Vexin	305
Bernouville	301
Bézu-la-Forêt	285
Richeville	278
Noyers	267
Sainte-Marie-de-Vatimesnil	252
Coudray	217
Mouffaines	174
Guerny	171
Amécourt	170
Sancourt	159
Martagny	141
Mesnil-sous-Vienne	122

Répartition de droit commun (au titre des II à V du L. 5211-6-1)	Nombre sièges pris en compte pour l'accord local (au titre uniquement des II à IV du L. 5211-6-1)	P=proportionnel / F="forcé à 1"	Ratio initial
22	18	P	81%
7	6	P	79%
2	2	P	69%
2	1	P	43%
1	1	P	61%
1	1	P	68%
1	1	P	76%
1	1	P	80%
1	1	P	82%
1	1	P	83%
1	1	P	84%
1	1	F	87%
1	1	F	87%
1	1	F	89%
1	1	F	101%
1	1	F	103%
1	1	F	106%
1	1	F	109%
1	1	F	114%
1	1	F	126%
1	1	F	134%
1	1	F	145%
1	1	F	150%
1	1	F	150%
1	1	F	152%
1	1	F	153%
1	1	F	162%
1	1	F	167%
1	1	F	168%
1	1	F	171%
1	1	F	180%
1	1	F	185%
1	1	F	192%
1	1	F	204%
1	1	F	237%
1	1	F	295%
1	1	F	300%
1	1	F	302%
1	1	F	323%
1	1	F	364%
1	1	F	421%

ADOpte à l'unanimité la présente délibération.

Deliberation 28/2017

### c) Modification des statuts (2017186)

Vu la loi « MAPTAM » n°2014-58 du 27 janvier 2014, et notamment ses articles 56-I-2° et 59-II ;

Vu la loi « NOTRe » n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 76-II-2° ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5211-17, L. 5211-20 et L. 5214-16 3° et L. 5214-21 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Vexin Normand ;

Vu le projet de statuts modifiés annexés ;

Considérant que la loi MAPTAM modifiée par la loi NOTRe précitées attribue aux EPCI à fiscalité propre une nouvelle compétence obligatoire en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

Considérant que l'ensemble de ces modifications statutaires emporteront transfert desdites compétences à la Communauté de communes du Vexin Normand ainsi que des droits et obligations attachés aux biens, équipements et services nécessaires à leur exercice ;

Considérant, enfin, que pour éviter toute ambiguïté d'interprétation du droit et permettre une lisibilité des statuts de la Communauté de communes du Vexin Normand, il convient d'accorder ces derniers à la rédaction du code général des collectivités territoriales et plus particulièrement celle de l'article L. 211-7, I du code de l'environnement auquel renvoie le CGCT et dont les items 1°, 2°, 5° et 8° constituent la compétence « GEMAPI » à proprement parler, à savoir :

*1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;*

*2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;*

*5° La défense contre les inondations et contre la mer ;*

*8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.*

Considérant que la Communauté de communes du Vexin Normand souhaite également s'assurer la possibilité d'exercer sur son périmètre, des compétences complémentaires, dites Hors GEMAPI, en matière de ruissellement et de surveillance de la ressource en eau, mais également des outils de coordination et d'animation qui constituent des compétences partagées entre collectivités territoriales ;

Considérant, que pour éviter toute ambiguïté d'interprétation du droit et permettre une lisibilité des statuts de la communauté, il convient d'accorder ces derniers à la rédaction du code général des collectivités territoriales et plus particulièrement celle de l'article L 211-7, I du code de l'environnement auquel renvoie le CGCT et dont les items 4°, 11°, 12°, à savoir :

*4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;*

*11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;*

*12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.*

Considérant le projet de statuts modifiés annexé ;

Vu la délibération n°2017186 en date du 21 septembre approuvée par le Conseil communautaire ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la modification statutaire telle que présentée, en y ajoutant une compétence obligatoire en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

*Délibération 29/2017*

#### d) Rapport définitif de la CLECT

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté préfectoral N DRCL/BCLI/N°20166 - 54 pris le 3 mai 2016 portant fusion des communautés de communes de Gisors et Etrépagne au 1<sup>er</sup> janvier 2017;

Vu le rapport de la CLECT approuvé lors de la séance du 5 septembre 2017 ;

Considérant que les conclusions de ce rapport doivent être entérinées par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils

municipaux représentant les deux tiers de la population totale ;

Considérant que les propositions formulées dans ce rapport concernent :

- Le contingent SDIS
- Les accompagnateurs pour les transports scolaires
- Les zones d'activités économiques
- L'office du tourisme
- La bibliothèque
- La mission locale

Considérant l'attribution de compensation de droit commune (1° du 5 V de l'article 1609 nonies du CGI) suivant :

SYNTHÈSE SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DÉFINITIVES 2017 (en €)								
Commune	AC hors transferts de charges	SDIS (+)	Office de tourisme (+)	Bibliothèque (+)	Mission locale (+)	ZAE (+)	Accompagnateurs transports scolaires (+)	AC 2017
AMECOURT	1 764	3 120						-1 350
AUTHEVERNES	23 734	7 429						16 305
BAZINCOURT-SUR-EPTE	9 530	11 818						-2 288
BERNOUVILLE	122 066	9 735						112 364
BEZU-SAINT-ELOI	100 721	30 770						69 951
DANGU	101 912	13 582						88 330
GISORS	2 109 766	219 326	125 502	254 231	10 000	3 534		1 487 201
GUERNY	60 260	5 719						54 541
HEBECOURT	9 184	10 325						-1 141
MAINNEVILLE	7 390	7 960						-670
MESNIL-SOUS-VIENNE	650	2 356						-1 602
NEAUFLES-SAINT-MARTIN	44 724	21 251						23 473
NOYERS	66 941	9 112						77 829
SAINT-DENIS-LE-FERMENT	23 962	10 682						13 280
SANCOURT	1 115	2 566						-1 451
VESLY	26 210	12 038						14 172
CHALVIN-COURT-PROVEMONT	6 653						4 275	2 378
COUDRAY	2 158						1 465	693
DOUDEAUVILLE-EN-VEXIN	3 691						3 105	686
ETREPAGNY	781 701						13 475	748 226
FARCEAUX	1 775						3 100	-1 325
GAMACHES-EN-VEXIN	5 014						1 332	3 682
HACQUEVILLE	14 175						3 254	10 921
HEUDICOURT	18 114						1 375	14 739
LONGCHAMPS	9 930						973	8 957
MORIGNY	11 732						1 108	10 624
MOULAINES	3 054						948	2 107
NEUVE-GRANGE	3 647						6 997	-3 349
NOUVEON-EN-VEXIN	2 630						2 136	694
PUCHAY	13 305						3 821	9 488
RICHEVILLE	3 638						1 835	1 804
SAINTE-MARIE-DE-VATIMESNIL	2 933						2 020	914
SAUSSAY-LA-CAMPAGNE	67 119						4 114	63 005
THIL	9 133						4 340	4 793
THILLERS-EN-VEXIN	13 826						4 754	9 075
VILLERS-EN-VEXIN	12 202						6 078	7 128
<b>TOTAL</b>	<b>3 694 831</b>	<b>377 823</b>	<b>125 502</b>	<b>254 231</b>	<b>10 000</b>	<b>3 534</b>	<b>69 499</b>	<b>2 854 242</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE, le rapport de la CLECT, ci-annexée

INSCRIRA les crédits budgétaires nécessaires par décision modificative au compte 7392III

ADRESSERA une copie de cette délibération à la Communauté de communes du Vexin Normand.

ADOpte la présente délibération à l'unanimité,

*Délibération 30/2017*

### 3- REMBOURSEMENT TRANSPORTS SCOLAIRE PRIMAIRE RENTREE 2017

La délibération 2015 et 2016 octroyant une aide aux transports scolaires pour les élèves du primaire n'est pas renouvelée par la commune pour la rentrée 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ADOpte la présente délibération par

- 6 voix POUR
- 1 voix CONTRE
- 0 abstention

*Délibération 31/2017*

### 4- PROJET EOLIENNES « LES CHENOTS »

Mr le Maire informe les membres du conseil municipal d'un projet d'implantation éolien « Les Chenots » par la société Eole-Res sur le territoire d'Eragny-sur-Epte, et retrace l'historique de ce projet: le 30 mars 2016, le Conseil Municipal d'Eragny-Sur-Epte a donné un avis favorable d'étude de faisabilité d'installation d'éolienne sur son territoire, limitrophe de Sérifontaine et Flavacourt, sans que ces dernières en soient averties.

Considérant l'impact de ce projet sur le bassin de vie d'on dépend la commune d'Amécourt

Considérant que les communes de FLAVACOURT, SERIFONTAINE, LE VAUMAIN, BAZINCOURT SUR Epte, VILLERS SUR TRIE ET TALMONTIERS se sont à ce jour prononcés CONTRE ce projet,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,



VOTE CONTRE le projet éolien « Les Chenots »

ADRESSERA une copie de cette délibération à la préfecture de l'Oise.

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 32/2017*

#### 5- ADHESIONS AUX ASSOCIATIONS

Vu notamment la délibération 32/2017 et le souhait de la commune quant à la préservation de son environnement

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ADHERE aux associations ci-dessous à compter du 01/01/2018

VERSERA une subvention de :

LE BRUIT DU VENT	120 €
ASALF	30 €
SHGBE	31 €

INSCRIRA les crédits budgétaires au BP 2018

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 33/2017*

#### 6 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

1- Vu la sollicitation de subvention formulée par Mr DELAGRAINGE participant à des activités cyclistes,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la demande de Mr DELAGRAINGE et lui offrira des drapeaux région à positionner sur son vélo, pour une valeur de 40 €

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 34/2017*

2- Vu la sollicitation de subvention formulée par Melle GIRARDIN pour une tenue d'escrime,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

REFUSE la demande de Melle GIRARDIN, cette dernière ayant déjà reçu en 2014 une subvention pour sa pratique sportive.

ADOPTE la présente délibération par,

- 5 voix POUR
- 2 voix CONTRE
- 0 Abstention

*Délibération 35/2017*

## 7 – ABORD DE LA CHAPELLE - MODIFICATION DU PLU

Suite à l'entretien en mairie en date du 27 septembre, Mr Jean-Louis CRIGNON et Mme Régine CASBONNE, ont fait part de leur souhait de céder la portion du terrain au lieudit « la chapelle » cadastré B7 lot E (réserve foncière) à l'Euro symbolique sous réserve de l'acceptation des quatre terrains à bâtir selon plan de géomètre référencé 2016/AD/01-58349.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la proposition d'achat de ladite parcelle (triangle de 10x27, soit 134m<sup>2</sup>), à l'euro symbolique

S'ENTEND sur le fait, qu'une modification du PLU est nécessaire pour la faisabilité du projet.

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 36/2017*

## 8 – VOIRIE – PROGRAMMATION 2018

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DEMANDE à la communauté de communes du Vexin Normand, dans le cadre de la programmation 2018 de chiffrer les travaux de voirie suivant :

- Caniveaux rue du buisson de bleu  
(monument au mort + virage)
- Chemin des Renardières

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 37/2017*

## 9 – POINT FINANCIER

### Décision Modificative 1

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de procéder au vote de virement de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2017

### **CREDITS A OUVRIR**

Chapitre	Article	Nature	Montant
012	6413	Personnel non titulaire	4 000.00
<b>TOTAL</b>			<b>4 000.00</b>

### **CREDITS A REDUIRE**

Chapitre	Article	Nature	Montant
022	022	Dépenses imprévues	4 000.00
<b>TOTAL</b>			<b>4 000.00</b>

*Délibération 38/2017*

## Décision Modificative 2

Vu la délibération 30/2017

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de procéder au vote de virement de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2017

### **CREDITS A OUVRIR**

Chapitre	Article	Nature	Montant
014	739211	Attribution de compensation	1 356.00
<b>TOTAL</b>			<b>1 356.00</b>

### **CREDITS A REDUIRE**

Chapitre	Article	Nature	Montant
022	022	Dépenses imprévues	1 356.00
<b>TOTAL</b>			<b>1 356.00</b>

*Délibération 39/2017*

## 10- TRAVAUX MAIRIE/SALLE

### a) Ravalement salle des fêtes

2 devis pour 19000€ et 21000€ sont proposés, un 3<sup>ème</sup> est en attente ; la commune se prononcera sur ces travaux à réception de ce dernier.

### b) Plomberie mairie + salle des fêtes

Le devis de la sarl Derly pour un montant de 965 HT est accepté

## II - PROJET DE LIEU DE VIE INTERGENERATIONNEL

Mr le Maire expose l'objectif général de ce projet qui consiste à la mise en place d'une résidence intergénérationnelle favorisant la maintien à domicile des personnes âgées, traduit par

l'articulation de plusieurs dimensions caractérisées par une nouvelle forme d'habitat pour les personnes âgées, de nouvelles formes actives, de pratiques, de voisinage, de pratiques de réseaux, le tout au profit d'un mieux vivre ensemble entre générations aux attentes et aux pratiques différentes sur tout le territoire et une performance environnemental de l'habitat.

Ce projet pourrait être envisageable sur les terrains de la commune, aussi il est proposé de rencontrer début novembre la « Foncière Chênelet » pour une étude de faisabilité du projet sur site.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE le principe d'une étude de faisabilité d'un tel projet

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 40/2017*

## 12- SYGOM - REGLEMENT DE COLLECTE

Le Conseil Municipal, après en avoir pris connaissance,

ACCEPTE l'application dudit règlement qui fera l'objet d'un arrêté du maire

## 13- CHEMINS RURAUX

Suite aux différents échanges, courriers délibérations concernant les chemins ruraux n° 20, 21 et notamment 23 et les riverains des dits chemins, les consorts Bodescot.

Considérant qu'il devient nécessaire de fixer de manière définitive les règles de ces dits chemin,

Monsieur le Maire demande l'autorisation au conseil municipal de saisir le tribunal d'instance pour réaliser un bornage judiciaire sur les chemins précédemment cité, ayant fait l'objet d'un refus par les consorts Bodescot

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'intenter une action devant le tribunal d'instance par bornage judiciaire

DEMANDE que les frais engagés soient imputés aux consorts Bodescot

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 41/2017*

#### 14- ACQUISITION VEHICULE

Afin de garantir le travail d'entretien de la commune, il est proposé l'acquisition d'un camion benne d'occasion de marque IVECO, d'un montant de 3500€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTTE cette acquisition, sous réserve de l'étude préalable de son entretien, de cout d'assurance, et de son lieu de garage.

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 42/2017*

#### 15- MEDECINE DU TRAVAIL

Le centre de Gestion 27, propose une adhésion au service de prévention de médecine de travail

Considérant que ces actes peuvent être effectués par un médecin agréé, la commune ne souhaite pas donner suite à cette adhésion pour le moment.

## 16- GESTION DU CIMETIERE

Dans le cadre de la gestion du cimetière, il est proposé l'acquisition du logiciel GESCIME, pour un coût de 2000€ (puis 88€ de redevance annuelle)

Il est évoqué de proposer la mutualisation de la gestion des cimetières avec les communes du pôle secrétariat, afin de voir si le cout peut en être réduit.

Cette acquisition est donc en attente

## 17- POINT TRAVAUX SAEP

Le conseil municipal souhaite rappeler au SAEP ces engagements et demandes, qui feront l'objet d'un courrier, à savoir :

- Les devis concernant le lavoir
- L'engazonnement du chemin des renardières
- La facturation des travaux de voirie
- Le ravalement du château d'eau
- La refacturation au SAEP des diverses dépenses de la communes liés au SAEP

## 18- POINT SECRETARIAT MUTUALISE

Suite à une réunion en date du 25 septembre entre maires et présidents du pole secrétariat, il a été revendiquer par la commune, le besoin hors permanence, de la responsable du pôle, afin d'assurer un meilleur suivi des dossiers en cours

## 19- POINT COMMISSIONS

- o SIEGE – Prochaines réunions : 21 et 25 octobre
- o SIIVE – Réunion encore reportée

- SIVOS - Position de la commune sur les rythmes scolaires envers la CDC

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et en corrélation avec les décisions du SIVOS de Mainneville,

ACTE pour un retour à la semaine de 4 jours à compter de la rentrée 2018.

ADOpte à l'unanimité la présente délibération,

*Délibération 43/2017*

## 20- QUESTIONS DIVERSES

- ❖ Il est informé que la commune a débuté des procédures liées aux infractions d'urbanisme
- ❖ Pour information, : la pose des guirlandes de Noël se fera début novembre, cependant elles ne seront allumées que mi-décembre
- ❖ Problème récurrent d'élagage / chute d'arbre rue du Buisson de bleu (rte de Talmontiers)
- ❖ Modification de l'arrêté concernant le sens interdit, chemin de la Mairie par le retrait de « sauf riverain »
- ❖ Modification des horaires de permanence de mairie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :
  - Mercredi 17h - 19h
  - Suppression des permanences du samedi (trop peu de fréquentation des administrés)

La séance est levée à 23h30



BÉAL Alain

~~BLANQUET Jean-Marie~~

DESCHARLES Arnaud

DE GROOTE Christian

DOYEN Cyril

~~DENEL Delphine~~

~~DOLE Guillaume~~

DRIEUX Xavier

~~GERMOND Gwendolyn~~

~~TAUPELET Roger~~  
(*pouvoir Ch. De Groote*)

VINCENT Pascal

